

La réforme de la taxe professionnelle

volet 5 :

Les nouvelles règles
d'affectation
des ressources fiscales
aux communes et aux EPCI

- Chaque alinéa d'un article est précédé d'une « puce », identique à celle figurant ci-contre. Les paragraphes comportant plusieurs phrases ont été scindés, mais les phrases ainsi séparées ne sont pas précédées d'une puce.
 - Les dispositions nouvelles votées en loi de finances pour 2011 figurent en rouge.
 - Les quelques dispositions votées en loi de finances rectificative pour 2010 figurent en bleu.
- DEL** ▪ Les éventuelles délibérations pouvant être prises sont signalées en marge des textes concernés.

VOLET 5		
LES NOUVELLES RÈGLES D'AFFECTATION DES RESSOURCES FISCALES AUX COMMUNES ET AUX EPCI		
Les ressources fiscales levées ou pouvant être levées par les communes	[art. 1379]	3
- les taxes perçues de droit		3
- les taxes perçues facultativement		5
La neutralisation des effets du transfert de la part départementale de la TH	[art. 1411]	5
- la correction automatique des abattements		6
· <i>la correction de chacun des abattements d'une commune isolée ou membre d'une communauté à FA</i>		6
· <i>la correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité additionnelle ou à fiscalité mixte</i>		6
· <i>la correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité professionnelle unique</i>		7
- l'arrondi, à l'euro le plus proche, des VLM et des abattements (corrigés le cas échéant)		7
Les différentes catégories d'EPCI à fiscalité propre levant ou pouvant lever les impôts	[art. 1379-0 bis]	7
- les EPCI percevant de droit la fiscalité professionnelle unique, les IFR et les taxes ménages		7
- les EPCI levant la fiscalité additionnelle		7
· <i>la répartition de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres</i>		8
- les EPCI pouvant percevoir la fiscalité professionnelle de zone		8
· <i>les autres taxes pouvant être perçues par un EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone</i>		8
- l'option pour la fiscalité professionnelle unique pouvant être prise par le conseil communautaire à la majorité simple		8
- la possibilité pour les EPCI à fiscalité propre de percevoir l'imposition forfaitaire sur les pylônes		9
- les EPCI pouvant se substituer à leurs communes membres pour la perception des IFR (autres que « éoliennes »)		9
- la possibilité, pour un EPCI à fiscalité additionnelle, de percevoir la taxe additionnelle à la TFPNB		9
- la perception de droit de 50 % de l'IFER « éoliennes » par les EPCI à fiscalité propre		9
- la perception de droit de 50 % de l'IFER « stockages souterrains de gaz naturel » par les EPCI à fiscalité propre		9
- les EPCI levant de droit ou sur délibération la taxe d'enlèvement des ordures ménagères		9
- la possibilité pour les CA de percevoir la taxe communale sur la consommation finale d'électricité		10
- la possibilité pour les communautés d'agglomération de percevoir la taxe de séjour		10
La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	[art. 1519-I]	10
- l'institution de la taxe additionnelle à la TFPNB		10
- l'assiette et le taux de la taxe additionnelle		10
- l'application de la taxe additionnelle dans le cas d'un EPCI à cheval sur plusieurs départements ou régions		11
- le contrôle, le recouvrement et le contentieux de la taxe additionnelle		11
- la possibilité pour un EPCI à fiscalité additionnelle de percevoir la taxe additionnelle à la TFPNB		11
Les ressources fiscales pouvant être perçues par les syndicats de communes ou mixtes	[art. 1609 quater]	11
- les quatre taxes pouvant être levées (contributions dites « fiscalisées »)		11
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères		12
Les modalités de répartition de la CVAE entre un EPCI à FA et ses communes membres	[art. 1609 quinquies BA]	12
- la répartition de droit		12
- la répartition volontaire, sur délibérations prises avant le 15 octobre 2011 ou lors de chaque transfert de charges		12
Les modalités d'application de la fiscalité de zone éoliennes et de l'IFER éoliennes	[art. 1609 quinquies C]	13
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de zone		13
- la transposition de plein droit de la FPZ aux communautés de communes ayant opté avant 2011		13
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) de zone « éoliennes »		13
- l'IFER sur les éoliennes et les hydroliennes		13
- la transposition de plein droit de la FPZ éoliennes aux communautés de communes ayant opté avant 2011		13
- la possibilité de vote des taux différents de CFE de zone et de CFE de zone « éoliennes »		14
- l'intégration progressive des taux de CFE de zone et de CFE « éoliennes »		14
- la détermination du taux de CFE de zone ou éoliennes en cas de rattachement de communes		14
- la possibilité de versement d'une attribution de compensation en cas de CFE de zone ou de zone « éoliennes »		14
- l'attribution de compensation « pour nuisance environnementale » et ses conséquences sur le potentiel fiscal		14

Les modalités d'application des ressources fiscales d'un EPCI levant la FPU	[art. 1609 nonies C]	15
- la substitution de droit à leurs communes membres pour la CFE, la CVAE, et l'ensemble des IFER		15
- l'application de droit de la fiscalité mixte		15
- la fixation des taux des impôts ménages, la première année d'application de la fiscalité mixte et les années suivantes		15
- la fixation du taux de la CFE unique la première année d'application		15
· <i>la prise en compte du taux du moyen de CFE, majoré du taux additionnel de CFE</i>		16
· <i>le rapprochement progressif des taux de CFE</i>		16
· <i>la possibilité de modifier la période de réduction des écarts de taux</i>		16
· <i>la prise en compte du taux de CFE applicable antérieurement dans chaque zone d'activité économique</i>		17
- l'application de l'article 1638 quater en cas de rattachement d'une commune		17
- la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLET)		17
· <i>la création et le fonctionnement de la CLET</i>		17
· <i>les dépenses prises en compte pour l'évaluation des charges transférées</i>		17
- les dispositions relatives à l'attribution de compensation applicables à compter du 1er janvier 2010		18
· <i>les modalités d'application de droit de l'attribution de compensation</i>		18
· <i>les conditions d'une éventuelle réduction des attributions de compensation</i>		18
· <i>la possibilité d'une fixation libre, à l'unanimité, de l'attribution de compensation</i>		18
· <i>les modalités de calcul de l'attribution de compensation lors de la création d'un EPCI levant la FP unique</i>		18
· <i>les modalités de calcul de l'attribution de compensation lors de la transformation d'un SAN en CA</i>		19
· <i>les modalités de calcul de l'attribution en cas de fusion de communautés</i>		19
· <i>la possibilité de réviser le montant de l'attribution de compensation de toutes les communes membres</i>		20
· <i>la possibilité de réviser le montant de l'AC des commune dont le PFi est supérieur de + de 20 % à la moyenne</i>		21
· <i>le maintien de l'attribution versée en 2010 pour les EPCI à FPU existants</i>		21
· <i>le calcul de l'attribution de compensation pour les EPCI levant la CFE unique pour la 1ère fois en 2011</i>		21
- la possibilité d'instituer une dotation de solidarité communautaire (y compris en levant une fiscalité mixte)		21
· <i>les modalités de répartition de la DSC par un EPCI autre qu'une communauté urbaine ou qu'un SAN</i>		21
· <i>les modalités de répartition de la DSC par une communauté urbaine</i>		21
- les dispositions relatives aux dotations de compensation des communes membres d'un EPCI levant la FP unique		22
· <i>la prise en compte, pour le calcul de la compensation des exonérations de TH, du taux voté en 1991 par l'EPCI</i>		22
· <i>le maintien de la DCTP aux communes membres d'un EPCI levant la TPU</i>		22
- la révision possible, pendant 5 ans, de la dotation de coopération versée par les SAN		22
- la transposition de plein droit de la FPU aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour cette fiscalité		22
Les ressources fiscales affectées aux départements	[art. 1586]	22
- les recettes fiscales perçues de droit		22
- l'institution possible de la taxe pour le financement des CAUE		23
Les ressources fiscales affectées aux régions	[art. 1599 bis]	23

LES NOUVELLES RÈGLES D'AFFECTATION DES RESSOURCES FISCALES AUX COMMUNES ET AUX EPCI

- Le volet 5 présente la répartition de l'ensemble des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales et d'établissements publics.
- L'intégralité des articles correspondants du Code général des impôts (applicables à compter de 2011) est présentée, pour chacun de leurs paragraphes, avec un titre synthétisant la mesure :
 - article 1379 : les ressources fiscales levées ou pouvant être levées par les communes,
 - article 1379-0 bis : les différentes catégories d'EPCI à fiscalité propre et leurs diverses ressources fiscales,
 - article 1519-I : la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
 - article 1609 quater : les ressources fiscales des syndicats,
 - article 1609 quinquies BA : les modalités de répartition de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres,
 - article 1609 quinquies C : les modalités d'application de la fiscalité professionnelle de zone et de l'IFER sur les éoliennes.
 - article 1609 nonies C : les modalités d'application de la fiscalité professionnelle unique,
- En ce qui concerne la taxe additionnelle à la TFNB (environ 70 millions), il convient de remarquer que les collectivités bénéficiaires ne pourront pas modifier le taux de celle-ci, figé au niveau de celui voté par le département et la région en 2010 (avec une majoration pour les frais de gestion transférés).

Les EPCI à fiscalité additionnelle peuvent se substituer à leurs communes membres pour la perception de cette taxe additionnelle, sur délibérations concordantes.

- **L'article 108 de la LF 2011 a mis en place une neutralisation automatique des effets sur les contribuables du transfert de la part départementale de la taxe d'habitation. Ces dispositions figurent aux [II quater.] et [V.] de l'article 1411, explicitées dans le présent volet.**
- Les conséquences financières (globales) de l'affectation des différents impôts sont précisées à la fin de la synthèse figurant au début de la présente note.
- L'une des conséquences importantes de ces nouvelles règles concerne l'affectation de droit, aux communautés levant la fiscalité professionnelle unique, de la part de TH départementale, des parts de CFE départementale et régionale, ainsi que d'une partie des frais de gestion correspondants. Ainsi, ces communautés deviennent de droit des EPCI levant la fiscalité mixte (particulière au départ, puisque sans taxe sur le foncier bâti et avec un taux de taxe sur le foncier non bâti très faible puisque ne correspondant qu'au produit des frais de gestion transféré).
- Les dispositions du volet 5 s'entendent à compétences constantes des catégories de collectivités.

LES RESSOURCES FISCALES LEVEES OU POUVANT ETRE LEVEES PAR LES COMMUNES

[article 1379 du CGI]

LES TAXES PERÇUES DE DROIT

- [I.] Les communes perçoivent, dans les conditions déterminées par le présent chapitre (chapitre 1^{er} du titre 1^{er} de la 2^{ème} partie du CGI) :
 - [I. 1^o] la taxe foncière sur les propriétés bâties, prévue aux articles 1380 et 1381,
 - ☛ Cette taxe communale comportait, dans la version initiale du texte, la totalité de l'ancienne part de taxe foncière perçue par les régions (environ 1,9 milliard d'euros). Après le vote au Sénat, la part de TFB antérieurement perçue par les régions est transférée en totalité aux départements. Le total de la TFB devrait représenter 13,7 milliards d'euros, pour le bloc local (communes-EPCI), comme avant la réforme.

- [I. 2°] la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, prévue à l'**article 1393**,
☞ Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties continue à être lié à l'évolution de celui de la taxe d'habitation. Le montant total des taxes foncières sur le non bâti perçues par les communes et les EPCI s'élevait en 2009 à environ 800 millions d'euros. Avec la majoration de 4,85 %, le montant devrait être porté à environ 840 millions d'euros.
- [I. 3°] la **taxe d'habitation**, prévue à l'**article 1407**,
☞ Cette taxe communale comporte l'ancienne part de taxe d'habitation perçue par les départements (environ 5,5 milliards d'euros). Le total de la TH perçue par les communes-EPCI devrait représenter environ 16,6 milliards, non compris la majoration de 3,40 % (au lieu de 11,1 milliards avant réforme).
- [I. 4°] la **cotisation foncière des entreprises**, prévue à l'**article 1447**,
☞ La cotisation foncière des entreprises correspond à l'ancienne part « foncière » de la taxe professionnelle. L'évolution de son taux sera liée à celles des impôts ménages (les liens deviennent stricts, sauf les 4 cas de dérogation pour situation atypique). Le total de la CFE communes-EPCI devrait représenter environ 5,9 milliards d'euros (au lieu de 18,3 milliards de TP avant réforme).
- [I. 5°] une **fraction égale à 26,5 % du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** afférent à son territoire prévu à l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,3975 % de la valeur ajoutée**).
☞ Conformément à la demande des associations représentant les communes et les EPCI, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont voté l'affectation aux communes et EPCI d'une part de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, correspondant finalement à environ 4,1 milliards.
- [I. 6°] la **redevance des mines**, prévue à l'**article 1519**,
- [I. 7°] l'**imposition forfaitaire sur les pylônes**, prévue à l'**article 1519 A**,
- [I. 8°] la **taxe annuelle sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** situées dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale** (éoliennes maritimes), prévue à l'**article 1519 B**,
- [I. 9°] une **fraction** de la **composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**, prévue par l'**article 1519 D**, relative aux **installations de production d'électricité** :
 - utilisant l'**énergie mécanique du vent** (éoliennes terrestres),
 - utilisant l'**énergie mécanique hydraulique des courants** situés dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale** (hydroliennes).

Pour les **hydroliennes**, le **produit rattaché au territoire** où est installé le **point de raccordement** au réseau public de distribution ou de transport d'électricité.

Pour les **éoliennes terrestres**, **cette fraction est égale à 20 %**.

Pour les **hydroliennes**, **cette fraction est égale à 50 %**.

☞ Ainsi, la commune d'implantation perçoit 15 % de la recette totale (2,913 euros x 15 %, soit 0,43695 euro par kilowatt) et l'EPCI à fiscalité propre 35 % (2,913 euros x 35 %, soit 1,01955 euro par kilowatt).
- [I. 10°] la **moitié** de la **composante** de l'IFER relative aux **installations** de production d'énergie électrique d'origine **nucléaire** ou **thermique à flamme**, prévue à l'**article 1519 E**,
- [I. 11°] la **moitié** de la **composante** de l'IFER relative aux **centrales de production d'énergie électrique** d'origine **photovoltaïque** ou **hydraulique**, prévue à l'**article 1519 F**,
Le **produit** de l'IFER afférent aux **ouvrages hydroélectriques** (mentionnés au **1^{er} alinéa** de l'**article 1475**) est réparti comme les **valeurs locatives** de ces ouvrages, selon les **règles** fixées par ce même **article 1475**.
☞ Cet article prévoit, compte tenu des spécificités des grands ouvrages hydroélectriques, qui peuvent impacter un territoire beaucoup plus vaste que celui de la commune d'implantation des turbines, une répartition spécifique de leurs valeurs locatives pour le calcul des TP et TF.
- [I. 12°] la **composante** de l'IFER relative aux **transformateurs électriques**, prévue à l'**article 1519 G**,
- [I. 13°] **deux tiers** de la **composante** de l'IFER relative aux **stations radioélectriques** (antennes-relais et antennes de **télédiffusion** ou de **radiodiffusion**), prévue à l'**article 1519 H**.
- [I. 13° bis] la **composante** de l'IFER relative aux **installations de gaz naturel liquéfié** et aux **stations de compression du réseau de transport de gaz naturel**,
 - la **moitié** de la **composante** relative aux **stockages souterrains de gaz naturel**,
 - la **moitié** de la **composante** relative aux **canalisations de transport de gaz naturel et d'autres hydrocarbures** (prévues à l'**article 1519 HA**)
- [I.14°] la **taxe additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, prévue à l'**article 1519 I**.
☞ Cette taxe additionnelle correspond aux actuelles parts de la taxe foncière sur les propriétés non bâties -non agricoles- perçues par les départements et les régions (environ 70 millions d'euros). Le montant total de la taxe additionnelle (avec la majoration de 4,85 %) devrait donc s'élever à environ 74 millions. Il n'est pas prévu d'évolution du taux de cette taxe après 2011.

LES TAXES PERÇUES FACULTATIVEMENT

- **[II.] Les communes peuvent instituer les taxes suivantes :**
 - **[II. 1°] la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**, dans les conditions prévues à l'article 1520,
 - **[II. 2°] la taxe de balayage**, prévue à l'article 1528, lorsqu'elles assurent le balayage de la superficie des voies livrées à la circulation publique qui incombe aux propriétaires riverains,
 - **[II. 3°] la taxe sur la cession à titre onéreux de terrains devenus constructibles**, prévue à l'article 1529 et la **taxe sur les friches commerciales**, prévues à l'article 1530.

LA NEUTRALISATION DES EFFETS DU TRANSFERT DE LA PART DÉPARTEMENTALE DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES ABATTEMENTS APPLICABLES A CELLE-CI

[articles 1411 [II quater.] et [V.] du CGI]

- Le **transfert** de la **taxe d'habitation départementale**, tel qu'il était prévu par la loi réformant la taxe professionnelle votée en décembre 2009, devait s'effectuer selon le **mécanisme** suivant :

$$\boxed{\text{valeur locative nette de la taxe d'habitation 2010}} \times \boxed{\text{taux de référence 2010 de la TH}}$$

(découlant des abattements pratiqués dans la commune ou la communauté)

Le **taux de référence** correspondait au **taux départemental de TH 2010, corrigé** par un **coefficient** représentant le transfert d'une partie des **frais de gestion** perçus auparavant par l'État - égal à **3,40 %** de la cotisation totale payée par le contribuable en 2010 -).

- Le dispositif de **garantie individuelle de ressources** (DCRTP, le cas échéant, et FNGIR) était calculé en tenant compte du **nouveau produit de TH transféré** (avec les bases nettes communales ou intercommunales).

☞ Ce mode de calcul du produit de TH transféré entraînait des distorsions, parfois importantes, de ressources, selon l'appartenance de la commune ou de la communauté :

- *soit à un département qui avait mis en place des taux élevés d'abattements. Dans ce cas, si la collectivité voulait appliquer les mêmes abattements, elle subissait une perte, qui pouvait être importante, de ses ressources de taxe d'habitation,*
- *soit à un département qui avait des taux d'abattements nuls ou faibles. Dans ce cas, la collectivité pouvait bénéficier d'un effet d'aubaine, notamment si elle baissait ses propres taux d'abattements pour les rapprocher de ceux du département. Le contribuable payait la même cotisation qu'en 2010, mais la collectivité bénéficiait de ressources de taxe d'habitation plus importantes.*

De plus, les différences de valeurs locatives moyennes (VLM), entre le département, la commune et la communauté, pouvaient également provoquer, mécaniquement, des différences de cotisations pour le contribuable.

Afin de permettre aux communes et communautés d'adapter leur politique d'abattements, les associations nationales représentant les élus locaux avaient demandé un report de la date limite pour prendre, le cas échéant, leur délibération relative aux abattements en toute connaissance de cause.

La ministre de l'économie avait répondu le 19 août, en précisant :

- *que la date limite de vote serait reportée au 15 novembre 2010,*
- *et que les services de la DGFIP seraient à la disposition des élus locaux pour effectuer les simulations nécessaires.*

Compte tenu de nombreuses saisines reçues par l'AMF, suite à ces simulations, une nouvelle demande a été présentée à la ministre de l'économie, afin qu'un dispositif neutralisant les effets induits du transfert de la taxe départementale soit mis en place.

Celle-ci, avec les ministres de l'intérieur, du budget et des collectivités locales, a informé l'AMF que le gouvernement souhaitait « assurer de façon automatique la neutralité de la réforme pour les contribuables, sans qu'il soit besoin de modifier la politique fiscale mise en œuvre localement ».

C'est ce dispositif qui fait l'objet de l'amendement du gouvernement présenté ci-dessous :

- *un mécanisme neutralise les effets sur les contribuables du transfert de la TH départementale,*
- *et, corrélativement, les variations du produit fiscal en résultant pour la commune ou le groupement seront annulées par un ajustement :*
 - *de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP),*
 - *et du fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR)*

LA CORRECTION AUTOMATIQUE DES ABATTEMENTS

▪ **[II quater.]** Pour les **communes** et **EPCI à fiscalité propre** bénéficiaires en **2011** du **transfert de la taxe d'habitation départementale**, le **montant** de chacun des **abattements** (mentionnés au [II.] du présent article) est, **à compter de 2011, corrigé** d'un montant égal à la **différence** entre :

- **[1°]** d'une part, la **somme** de l'**abattement en 2010** de la **commune** ou de l'**EPCI** bénéficiaire du **transfert** et de l'**abattement départemental en 2010**, chacun de ces abattements étant affecté du **rapport** entre :
 - le **taux** de la **collectivité territoriale** ou de l'**EPCI** concerné, en **2010**,
 - et la **somme** des **taux** de la **commune** ou de l'**EPCI** et du **département** en **2010**.
- **[2 °]** et, d'autre part, le **montant en 2010** de l'**abattement** de la **commune** ou de l'**EPCI** bénéficiaire du transfert.

▪ Lorsque le **territoire** d'un **EPCI** se situe sur **plusieurs départements**, la **correction de l'abattement intercommunal** est effectuée pour **chaque partie** de son **territoire** appartenant à **chacun des départements**.

☞ *Les formules ci-dessus sont traduites « en clair » dans les tableaux suivants...*

La correction de chacun des abattements d'une commune isolée ou membre d'une communauté à fiscalité additionnelle

VLM communale	x	taux abattement communal	x	taux communal	=	€
				taux communal + taux départemental		
+						
VLM départementale	x	taux abattement départemental	x	taux départemental	=	€
				taux communal + taux départemental		
-						
VLM communale	x	taux abattement communal	=	€		
=						
montant de la correction de l'abattement					=	€

La correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité additionnelle ou à fiscalité mixte

VLM intercommunale	x	taux abattement intercommunal	x	taux intercommunal	=	€
				taux intercommunal + taux départemental		
+						
VLM départementale	x	taux abattement départemental	x	taux départemental	=	€
				taux intercommunal + taux départemental		
-						
VLM intercommunale	x	taux abattement intercommunal	=	€		
=						
montant de la correction de l'abattement					=	€

La correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité professionnelle unique

VLM départementale	x	taux abattement départemental	=	€
-				
VLM communale	x	taux abattement communal	=	€
=				
montant de la correction de l'abattement			=	€

L'ARRONDI, A L'EURO LE PLUS PROCHE, DES VLM ET DES ABATTEMENTS (CORRIGES LE CAS ECHEANT)

- [V.] La valeur locative moyenne, ainsi que les abattements, le cas échéant après application du [II quater.], sont arrondis à l'euro le plus proche.

La fraction d'euro à 0,50 est comptée pour 1.

LES DIFFERENTES CATEGORIES D'EPCI A FISCALITE PROPRE LEVANT OU POUVANT LEVER LES DIVERSES RESSOURCES FISCALES

[article 1379-0 bis CGI]

LES EPCI PERCEVANT DE DROIT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE, LES IFER ET LES TAXES MENAGES

- [I.] Perçoivent la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) prévues aux articles 1519 D (éoliennes terrestres et hydrolennes), 1519 E (centrales thermiques ou nucléaires), 1519 F (centrales photovoltaïques ou hydrauliques), 1519 G (transformateurs électriques), 1519 H (stations radioélectriques « antennes-relais » et antennes de télédiffusion ou de radiodiffusion) et 1519 HA (installations de gaz naturel et canalisations de transport d'autres hydrocarbures), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TATFPNB), prévue à l'article 1519 I, ainsi que la taxe d'habitation, selon le régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C (relatif à la fiscalité professionnelle unique) :

- [I. 1°] les communautés urbaines (sauf celles, créées avant la date de publication de la loi n° 99.586 du 12 juillet 1999, qui ont rejeté l'application de la TP unique),
- [I. 1° bis] les métropoles,
- [I. 2°] les communautés d'agglomération,
- [I. 3°] les communautés de communes issues des communautés de villes et les communautés de communes issues de la transformation de districts substitués à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle,
- [I. 4°] les communautés de communes dont la population est supérieure à 500 000 habitants,
- [I. 5°] les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle.

☞ Les EPCI précités se substituent à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à la CFE. Ils perçoivent donc la totalité du produit de la CFE et de la CVAE, en lieu et place des communes membres.

Par ailleurs, les produits des taxes d'habitation et foncières deviennent des recettes fiscales de droit de ces établissements, de même que les diverses composantes de l'IFER. En ce qui concerne l'IFER sur les éoliennes (terrestres), les EPCI perçoivent de droit 50 % du montant de celle-ci. Ceux à CFE unique perçoivent de droit la part de 20 % au lieu et place de leurs communes membres.

LES EPCI LEVANT LA FISCALITE ADDITIONNELLE

- [II.] Perçoivent (au titre de la fiscalité additionnelle) la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la taxe d'habitation (TH), dans les conditions prévues à l'article 1636 B sexies (relatif aux modalités de fixation des taux de la fiscalité directe locale) et la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), dans les conditions prévues à l'article 1609 quinquies BA (relatif à la répartition des fractions et fraction complémentaire de CVAE entre l'EPCI et les communes membres) :

- [II. 1°] les communautés urbaines existant à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 ayant rejeté avant le 31 décembre 2001, l'application, à compter du 1^{er} janvier 2002, de la TP unique,
- [II. 2°] les communautés de communes dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 500 000 habitants (à l'exception des communautés de communes issues de la transformation de communautés de villes ou de districts levant la taxe professionnelle unique).

**La répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres**

▪ La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue par un EPCI à fiscalité additionnelle est égale à la part mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379 ci-dessus (0,3975 %), multipliée par la fraction définie à l'avant-dernier alinéa du [I.3.1°] de l'article 1640 C.

☞ La fraction destinée à l'EPCI correspond au rapport (exprimé en pourcentage) entre :

- le taux intercommunal relais 2010 de TP-CFE,
- et la somme de ce taux et de la moyenne pondérée des taux communaux relais 2010 des communes membres.

Les communes membres de ces EPCI perçoivent la fraction complémentaire, prévue au dernier alinéa du [I.3.1°] du même article, de la part de CVAE mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379.

LES EPCI POUVANT PERCEVOIR LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE

▪ [III. 1.] Peuvent percevoir la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) selon le régime fiscal prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C (CFE et CVAE afférentes aux zones d'activités économiques) :

- DEL
- [III. 1.1°] les communautés urbaines mentionnées au [II.1°] ci-dessus (celles existant à la date de publication de la loi n° 99-586 ayant rejeté la TP unique), à condition que l'option pour le régime de la TPZ ait été prise avant la date de publication de la loi n° 99-586),
 - [III. 1.2°] les communautés de communes mentionnées au [II. 2°], ci-dessus (moins de 500.001 habitants) ayant créé, créant ou gérant une zone d'activités économiques qui se situe sur le territoire d'une ou de plusieurs communes membres (sur délibération prise à la majorité simple de leur conseil).

▪ Pour les communautés de communes créées (ou issues de la transformation d'un EPCI préexistant), à compter de la date de publication de la loi n° 99-586, seul peut décider de percevoir la fiscalité professionnelle de zone le conseil :

- DEL
- d'une communauté de communes de moins de 50.000 habitants,
 - ou d'une communauté de communes de plus de 50.000 habitants dont la ou les communes centre ont une population inférieure à 15.000 habitants.

▪ Le régime prévu au [III. 1.] (fiscalité professionnelle de zone) est applicable aux communautés de communes issues, dans les conditions prévues au [II.] de l'article 51 de la loi n° 99-586, de districts ayant opté pour la TP de zone.

Les autres taxes pouvant être perçues par un EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone

▪ [III.2] Les communautés de communes mentionnées au [II.2°] (celles dont la population est inférieure ou égale à 500.000 habitants) peuvent, sur délibération prise à la majorité simple des membres de leur conseil, faire application du [II.] de l'article 1609 *quinquies* C. Ainsi, ces communautés peuvent percevoir :

- DEL
- la CFE afférente aux éoliennes terrestres implantées sur le territoire des communes membres à compter de la publication de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 (loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique),
 - et l'IFER sur les éoliennes terrestres et hydroliennes de plus de 100 kilowatts, prévue à l'article 1519 D.

**L'OPTION POUR LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE
POUVANT ETRE PRISE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A LA MAJORITE SIMPLE**

DEL

▪ [IV.] Peuvent opter pour le régime de la fiscalité professionnelle unique les EPCI mentionnés au [II.] et [III.] ci-dessus, c'est-à-dire :

- les communautés urbaines existant en 1999 et ayant rejeté avant 2002 la TP unique,
- les communautés urbaines ayant opté pour la TPZ avant la publication de la loi n° 99-586,
- les communautés de communes dont la population est inférieure à 500.001 habitants.

▪ Cette décision doit être prise par l'organe délibérant de l'EPCI à la majorité simple de ses membres, avant le 31 décembre (pour une application à compter de l'année suivante).

Elle ne peut pas être rapportée pendant la période d'unification des taux (prévue au [III.] de l'article 1609 *nonies* C).

LA POSSIBILITE POUR LES EPCI A FISCALITE PROPRE DE PERCEVOIR L'IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES PYLONES

DEL ▪ **[V.]** Les EPCI à fiscalité propre peuvent se substituer à leurs communes membres pour les dispositions relatives à l'imposition forfaitaire sur les pylônes (prévue à l'article 1519 A), sur délibérations concordantes de l'EPCI et des communes concernées, prises dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1^{er} octobre pour être applicables à compter de l'année suivante).

LES EPCI NE LEVANT PAS LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE POUVANT SE SUBSTITUER A LEURS COMMUNES MEMBRES POUR LA PERCEPTION DES IFER (AUTRES QUE « EOLIENNES »)

DEL ▪ Peuvent se substituer à leurs communes membres, selon les modalités prévues au 1^{er} alinéa du [V.] ci-dessus (délibérations concordantes de l'EPCI et des communes concernées, à prendre avant le 1^{er} octobre d'une année), pour les dispositions relatives aux composantes de l'IFER prévues aux articles 1519 E (centrales nucléaires ou thermiques), 1519 F (centrales photovoltaïques ou hydrauliques), 1519 G (transformateurs électriques), 1519 H (stations radioélectriques « antennes-relais » et « antennes de télédiffusion ou de radiodiffusion »), et 1519 HA (installations de gaz naturel) les EPCI mentionnés aux [II.] et [III.] ci-dessus, c'est-à-dire :

- les communautés urbaines existant en 1999 et ayant rejeté avant 2002 la TP unique,
- les communautés urbaines ayant opté pour la TPZ avant la publication de la loi n° 99-586,
- les communautés de communes dont la population est inférieure à 500.000 habitants.

LA POSSIBILITE, POUR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE, DE PERCEVOIR LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB

DEL ▪ Les EPCI levant la fiscalité additionnelle mentionnés au [II.] ci-dessus peuvent se substituer à leurs communes membres pour les dispositions relatives à la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (prévue à l'article 1519 I), et la perception de son produit, sur délibérations concordantes de l'EPCI et des communes concernées, prises dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1^{er} octobre d'une année).

☞ Cette disposition correspond à un sous-amendement (n° 375), présenté par le gouvernement, qui précise les conditions d'application de la proposition de la commission de finances du Sénat visant au versement de la taxe additionnelle à la TFPNB aux EPCI à fiscalité additionnelle.

LA PERCEPTION DE DROIT DE 50 % DE L'IFER « EOLIENNES » PAR LES EPCI A FISCALITE PROPRE

▪ **[V bis]** Sans préjudice des dispositions du [II.2.] de l'article 1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone) et du [I bis.] de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) les EPCI à fiscalité propre perçoivent 50 % de l'IFER relative aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).

LA PERCEPTION DE DROIT DE 50 % DE L'IFER « STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL » PAR LES EPCI A FISCALITE PROPRE

▪ **[V ter.]** Sans préjudice des dispositions du [II. 2.] de l'article 1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone) et du [I. bis] de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) les EPCI à fiscalité propre perçoivent la moitié de la composante de l'IFER relative aux stockages souterrains de gaz naturel.

LES EPCI LEVANT DE DROIT OU SUR DELIBERATION LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

- **[VI. 1.]** Pour l'application des dispositions relatives à la TEOM, sont substituées aux communes :
 - **[VI.1.1°]** les communautés urbaines,
 - ☞ La compétence collective et traitement des déchets ménagers est une compétence obligatoire pour les CU.
 - **[VI.1.1° bis]** les métropoles,
 - **[VI.1.2°]** les communautés de communes, les communautés d'agglomération, ainsi que les communautés ou les syndicats d'agglomération nouvelle :
 - bénéficiant du transfert de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du CGCT (collecte et traitement des déchets des ménages),
 - et assurant au moins leur collecte.

DEL ▪ Les communautés de communes peuvent instituer la TEOM, dès la 1^{ère} année d'application des dispositions du [II. 2°] ci-dessus (fiscalité additionnelle), jusqu'au 31 mars, dès lors que les communes qui ont décidé la création de la communauté (à l'exclusion de toute autre) étaient antérieurement associées dans un même syndicat de communes (percevant la TEOM).

▪ [VI. 2.] Par dérogation au [VI.1.] ci-dessus, les EPCI à fiscalité propre (ainsi que les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle) qui exercent la totalité de la compétence « déchets ménagers » et qui adhèrent pour l'ensemble de cette compétence à un syndicat mixte, peuvent décider :

DEL - [VI. 2.a.] soit d'instituer, avant le 15 octobre d'une année, et de percevoir la TEOM, pour leur propre compte (en déterminant, le cas échéant, les différentes zones de perception), dans le cas où le syndicat mixte ne l'aurait pas instituée avant le 1^{er} juillet de la même année.

☞ Il s'agit du « régime dérogatoire n° 1 » : l'EPCI se substitue au syndicat mixte pour l'ensemble des dispositions relatives à la TEOM.

Lorsque le syndicat mixte décide postérieurement d'instituer la taxe (ou la redevance prévue à l'article L. 2333-76 du CGCT), la délibération prise par celui-ci ne s'applique pas sur le territoire de l'EPCI (sauf si celui-ci rapporte sa délibération).

DEL - [VI. 2.b.] soit de percevoir la TEOM en lieu et place du syndicat mixte qui l'aurait instituée sur l'ensemble du périmètre syndical.

☞ Il s'agit du « régime dérogatoire n° 2 », qui permet à la communauté de voter le(s) taux de TEOM (sans pouvoir prendre d'autres décisions en la matière).

LA POSSIBILITE POUR LES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION DE SE SUBSTITUER
A LEURS COMMUNES MEMBRES, DE MOINS DE 2.001 HABITANTS,
POUR PERCEVOIR LA TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE

▪ [VII.] Les communautés d'agglomération peuvent se substituer à leurs communes membres dont la population est inférieure ou égale à 2.000 habitants pour la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité mentionnée à l'article L. 2333-2 du CGCT.

☞ La rédaction actuelle du CGI conserve les phrases relatives à la taxe sur les fournitures d'électricité, pourtant remplacée à compter du 1^{er} janvier 2011 par la taxe communale sur la consommation finale d'électricité.

LA POSSIBILITE POUR LES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION DE PERCEVOIR LA TAXE DE SEJOUR

▪ [VIII.] Les communautés d'agglomération peuvent percevoir la taxe de séjour, lorsqu'elle répond aux conditions fixées aux articles L. 5211-21 et L. 5722-6 du CGCT.

LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES

[article 1519 I du CGI]

L'INSTITUTION DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB

DEL ▪ [I.] Il est institué, à compter de 2011, au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre, dans les conditions prévues aux articles 1379 et 1379 – 0 bis (présent volet 5), une imposition additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pour les propriétés suivantes :

- [I. 1°] carrières, ardoisières, sablières et tourbières (propriétés de l'« ex 7^{ème} catégorie », définie à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908),
- [I. 2°] terrains à bâtir, rues privées (« ex-10^{ème} catégorie »),
- [I. 3°] terrains d'agrément, parcs, jardins et pièces d'eau (« ex-11^{ème} catégorie »),
- [I. 4°] chemins de fer, canaux de navigation et dépendances (« ex-12^{ème} catégorie »),
- [I. 5°] sols des propriétés bâties et des bâtiments ruraux, cours et dépendances (« ex-13^{ème} catégorie »).

▪ [II.] Cette taxe est acquittée par le redevable de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (au sens de l'article 1400).

▪ [III.] L'assiette de cette taxe est établie d'après la valeur locative cadastrale (déterminée conformément au 1^{er} alinéa de l'article 1396).

L'ASSIETTE ET LE TAUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE

▪ [IV.] Le produit de cette taxe est obtenu en appliquant, chaque année, aux bases imposables la somme des taux départemental et régional de la TFPNB appliqués en 2010 sur le territoire de l'EPCI ou de la commune, multipliée par un coefficient de 1,0485.

☞ Ce coefficient tient compte de la baisse des prélèvements effectués par l'Etat sur les taxes foncières (de 8,00 % à 3,00 %) et que l'Etat « transfère » aux collectivités.

Ainsi, par exemple, le **produit 2011** de la **taxe additionnelle** sera égal à :

bases imposables 2011 (propriétés des ex- 7^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} catégories)	X	somme des taux départemental et régional 2010	X	1,0485
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	--------------------------------------------------------------------------	----------	---------------

La rédaction du texte ne permet pas de modifier, les années suivantes, le taux de la taxe additionnelle.

L'APPLICATION DE LA TAXE ADDITIONNELLE DANS LE CAS D'UN EPCI A CHEVAL SUR PLUSIEURS DEPARTEMENTS OU REGIONS

▪ Pour l'application du 1^{er} alinéa du présent [IV.] aux EPCI dont le territoire est situé sur plusieurs départements, le **taux départemental** de TFNB à prendre en compte s'entend de la **moyenne des taux départementaux de taxe foncière sur les propriétés non bâties** appliqués en 2010 sur le **territoire** de cet **établissement (pondérés par l'importance relative des bases départementales de la taxe situées sur le territoire de l'établissement public)**, telles qu'issues des **rôles généraux** établis au titre de cette **même année**.

☞ Il en est de même pour un EPCI situé sur plusieurs régions (application de la moyenne pondérée des taux régionaux). Pour un EPCI qui se situe au moins en partie dans la région Île-de-France, le **taux régional** s'entend pour cette région du **taux 2010** de la **taxe additionnelle à la TFNB** prévue à l'article 1599 quinquies (dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2011).

LE CONTROLE, LE RECOUVREMENT ET LE CONTENTIEUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE

▪ [V.] Le **contrôle**, le **recouvrement**, le **contentieux**, les **garanties** et **sanctions** sont **régis comme** en matière de **taxe foncière sur les propriétés non bâties**.

LA POSSIBILITE DE SUBSTITUTION D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE A SES COMMUNES MEMBRES POUR LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB

DEL

▪ Le [V.] de l'article 1379-0 bis prévoit que les EPCI visés au [II.] et [III.] du même article, percevant la **fiscalité additionnelle** et/ou la **CFE** et la **CVAE de zone**, **peuvent se substituer** à leurs **communes membres**, pour les **dispositions** relatives à la **taxe additionnelle à la TFPNB**, sur **délibérations concordantes**, prises dans les **conditions** prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1^{er} octobre d'une année, pour une application à compter de l'année suivante) de l'EPCI et des **communes** concernées.

LES RESSOURCES FISCALES POUVANT ETRE PERÇUES PAR LES SYNDICATS DE COMMUNES ET LES SYNDICATS MIXTES

[article 1609 quater du CGI]

LES QUATRE TAXES POUVANT ETRE LEVEES (CONTRIBUTIONS DITES « FISCALISEES »)

DEL ▪ Le **comité d'un syndicat de communes peut décider** (comme précédemment), dans les conditions prévues à l'article L. 5212-20 du CGCT, de **lever les impositions** mentionnées aux [I A. 1° à 4°] de l'article 1379, en **remplacement** de tout ou partie de la **contribution des communes associées** :

- la **taxe foncière sur les propriétés bâties**,
- la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**,
- la **taxe d'habitation**,
- la **cotisation foncière des entreprises** (mais pas la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

La **répartition** de ces impositions s'effectue suivant les **modalités** définies au [III.] de l'article 1636 B octies (volet 10).

☞ Il s'agit de ce qui est communément appelé « contributions fiscalisées ».

▪ Ces dispositions sont applicables aux **syndicats mixtes** constitués exclusivement de **communes** et d'EPCI.

LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

DEL Les **syndicats de communes** et les **syndicats mixtes** sont **substitués** aux **communes** (comme précédemment) pour l'institution de la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** ou des **redevances** prévues à l'**article 1520 (REOM)**, lorsqu'ils :

- ils bénéficient du **transfert** de la **compétence** prévue à l'**article L.2224-13** du **CGCT (collecte et traitement des déchets ménagers)**,
- et assurent **au moins** leur **collecte**.

Ils votent le **taux** de cette taxe dans les **conditions** fixées par l'**article 1636 B undecies** (nouveau).

▪ Sous réserve du **[VI. 2]** de l'**article 1379-0 bis** ci-dessus (*relatif aux régimes dérogatoires « n° 1 » et « n° 2 »*), les **syndicats mixtes** sont **substitués**, dans les **mêmes conditions**, aux **EPCI à fiscalité propre** et aux **communautés et syndicats d'agglomération nouvelle** qui y **adhèrent** pour l'**ensemble** de cette **compétence**.

☞ *Les autres dispositions de article 1609 quater antérieur (zonages, taux différents, etc.) sont supprimées. Elles figurent désormais à l'article 1636 B undecies.*

LES MODALITES DE REPARTITION DE LA CVAE ENTRE UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE ET SES COMMUNES MEMBRES

[article 1609 quinquies BA du CGI]

**LA REPARTITION DE DROIT, EN FONCTION DU RAPPORT CONSTATE
ENTRE LE TAUX RELAIS INTERCOMMUNAL DE TP-CFE 2010 ET LA SOMME DES TAUX RELAIS DE TP-CFE 2010 SUR LE TERRITOIRE**

▪ A compter du **1^{er} janvier 2011**, la **CVAE** perçue par les **EPCI** mentionnés au **[II.]** de l'**article 1379-0 bis** (*ceux levant la fiscalité additionnelle*) est **égale** au **produit** suivant :

part mentionnée au **[I.A.5°]**
de l'**article 1379** (0,3975 % de la valeur ajoutée
affectée au territoire,
en fonction des dispositions
du **[III.]** de l'**article 1586 octies**)

X

fraction définie à l'avant-dernier alinéa du **[I.3.1°]**
de l'**article 1640 C** :

taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI

taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI + moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI

Les **communes membres** de ces **EPCI** perçoivent la **fraction « complémentaire »** de la **CVAE** prévue au dernier alinéa du **[I. 3. 1°]** de l'**article 1640 C**, ainsi calculée :

part mentionnée au **[I.A.5°]**
de l'**article 1379** (0,3975 % de la valeur ajoutée
affectée au territoire,
en fonction des dispositions
du **[III.]** de l'**article 1586 octies**)

X

fraction « complémentaire » définie au dernier
alinéa du **[I.3.1°]** de l'**article 1640 C** :

moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI

moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI + taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI

**LA REPARTITION VOLONTAIRE, SUR DELIBERATIONS CONCORDANTES PRISES AVANT LE 15 OCTOBRE 2010 OU 2011
OU LORS DE CHAQUE TRANSFERT DE CHARGES**

DEL Ces **EPCI** et leurs **communes membres** peuvent **modifier** les **fractions** mentionnées à l'**alinéa précédent**, sur **délibérations concordantes** prises à la **majorité qualifiée** (prévue au **1^{er} alinéa** du **[II.]** de l'**article L.5211-5** du **CGCT**) :

- **avant le 15 octobre 2010**, pour une **application** de la **nouvelle répartition** à compter de **2011**,
- ou **avant le 15 octobre 2011**, pour une **application** de cette **nouvelle répartition** à compter de **2012**,
- ou dans le **délai** prévu au **[I.]** de l'**article 1639 A bis**, à l'occasion d'un **nouveau transfert de charges** (*soit avant le 1^{er} octobre*).

[article 1609 quinquies C du CGI]

LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)
ET LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE) DE ZONE

▪ [I.] Les EPCI mentionnés au [III.1.] de l'article 1379-0 bis (ceux percevant la **fiscalité professionnelle de zone** : les **communautés urbaines ayant rejeté la TP unique** et les **communautés de communes ayant moins de 500.001 habitants ayant créé, créant ou gérant une zone d'activités économiques**), sont substituées aux communes membres :

- pour les **dispositions** relatives à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** acquittées par les **entreprises** implantées dans une **zone d'activités économiques (ZAE)** qui se situe sur le territoire d'une ou plusieurs communes membres,
- et la **perception du produit** de ces **taxes**.

☞ *Le dispositif est équivalent à celui applicable à l'ancienne taxe professionnelle de zone (TPZ). Les CFE et CVAE de zone sont instituées par délibération du conseil communautaire à la majorité simple de ses membres, avant le 1^{er} octobre pour être applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.*

LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE
AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITE

▪ Le [I.] de l'article 1609 quinquies C dans sa **rédaction** en vigueur à compter du **1^{er} janvier 2011** (*fiscalité professionnelle de zone*) est **applicable** aux **communautés de communes** ayant, **avant le 31 décembre 2010**, **opté**, en application de la 1^{ère} phrase du **1^{er} alinéa** du [II.] du **même article** dans sa **rédaction** en vigueur **jusqu'à cette date** (*TP de zone*), pour l'**application** des **dispositions** de cette **phrase**.

LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) DE ZONE « EOLIENNES »

▪ [II.1.] Les EPCI mentionnés au [III.2.] de l'article 1379-0 bis (les **communautés de communes de moins de 500.001 habitants**) :

- sont **substituées** aux **communes membres** pour les **dispositions** relatives à la **CFE** afférente aux **éoliennes** implantées sur le territoire de ces communes à **compter** de la **publication** de la **loi n° 2005-781** du 13 juillet 2005 (loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique),
- et en **perçoivent** le **produit**.

L'IFER SUR LES EOLIENNES ET LES HYDROLIENNES

▪ [II.2.] Les **communautés de communes** mentionnées au [II.1.] ci-dessus (*celles de – 500.001 habitants percevant la CFE de zone « éoliennes »*) :

- **se substituent** également aux **communes membres** pour les **dispositions** relatives à l'**IFER « éoliennes »** et **« hydroliennes »** (prévue à l'**article 1519 D**),
- et en **perçoivent** le **produit**.

LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FPZ « EOLIENNES »
AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITE

▪ Le [II.] de l'article 1609 quinquies C dans sa **rédaction** en vigueur à compter du **1^{er} janvier 2011** (*fiscalité professionnelle de zone éolienne*) est **applicable** aux **communautés de communes** ayant, **avant le 31 décembre 2010**, **opté** en application de la deuxième phrase du **1^{er} alinéa** du même [II.] dans sa **rédaction** en vigueur **jusqu'à cette date** (*TP de zone éolienne*), pour l'**application** des **dispositions** de cette **phrase**.

☞ *Le présent article transpose, de plein droit, le régime de fiscalité professionnelle en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011 aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour le régime fiscal équivalent.*

LA POSSIBILITE DE VOTE DES TAUX DIFFERENTS DE CFE DE ZONE ET DE CFE DE ZONE « EOLIENNES »

- **[III.1. a.]** Le conseil des EPCI faisant application des [I.] et [II.] du présent article (*ci-dessus*), vote les taux de CFE de zone et de CFE de zone « éoliennes » dans les conditions déterminées à l'article 1636 B *decies* (*mêmes limites que pour la CFE unique*).
- Lorsque l'EPCI décide de faire application des [I.] et [II.1.] du présent article (*CFE de zone et CFE de zone « éoliennes »*), elle peut fixer deux taux différents pour chacun de ces régimes.

Dans ce cas, et lorsqu'une installation éolienne est implantée dans une ZAE soumise à la CFE de zone d'activités économiques, le [II.1.] est applicable.

L'INTEGRATION PROGRESSIVE DES TAUX DE CFE DE ZONE ET DE CFE « EOLIENNES »

- DEL
- **[III.1. b.]** Des taux d'imposition différents du taux communautaire (fixé en application du [III.1°a.] ci-dessus) peuvent être appliqués pour l'établissement des 12 premiers budgets de la communauté.

Les écarts entre les taux applicables dans chaque commune membre et le taux communautaire sont réduits dans les conditions prévues au [III. 1° b.] de l'article 1609 *nonies C* (*par parts égales*).

LA DETERMINATION DU TAUX DE CFE DE ZONE OU EOLIENNES EN CAS DE RATTACHEMENT DE COMMUNES

- **[III.2.]** Le [III] de l'article 1638 *quater* (*intégration progressive ou immédiate du taux de CFE*) est applicable :
 - en cas d'incorporation d'une commune (ou partie de commune) dans une zone d'activités économiques,
 - ou en cas de rattachement d'une commune sur le territoire de laquelle sont implantées des éoliennes à un EPCI faisant application du [II.] ci-dessus (*CFE de zone « éoliennes »*).

LA POSSIBILITE DE VERSEMENT D'UNE ATTRIBUTION DE COMPENSATION EN CAS DE CFE DE ZONE OU DE ZONE « EOLIENNES »

- DEL
- **[III.3.]** L'EPCI peut verser à la commune (ou les communes) dont la (ou les) zone(s) d'activités économiques lui sont transférées une attribution de compensation égale au plus au produit de la CFE perçue par elle(s) l'année précédant l'institution du taux communautaire.
 - Le conseil de l'EPCI fixe le montant de cette attribution, après consultation de la (ou des) commune(s) concernée(s).

L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « POUR NUISANCE ENVIRONNEMENTALE » APPLICABLE SOUS LE REGIME DE LA CFE DE ZONE « EOLIENNES » ET SES CONSEQUENCES SUR LE POTENTIEL FISCAL

- **[III.4.]** L'EPCI verse une attribution visant à compenser les nuisances environnementales liées aux éoliennes :
 - à la (ou aux) commune(s) dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une zone de développement de l'éolien (ZDE),
 - ou, en l'absence de ZDE, aux communes d'implantation des éoliennes et aux communes limitrophes membres de l'EPCI.Cette attribution ne peut pas être supérieure au produit :
 - de la CFE de zone « éoliennes » perçue,
 - et de l'IFER sur les éoliennes perçue.
- Le potentiel fiscal de chaque commune et EPCI est corrigé symétriquement pour tenir compte de cette attribution de compensation du présent [III. 4.].

Cette correction est toutefois supprimée pour l'EPCI à fiscalité propre dans le calcul du potentiel fiscal pris en compte pour déterminer la dotation d'intercommunalité reçue lors de la 1^{ère} année d'adoption de la fiscalité professionnelle unique.

☞ Ainsi, le potentiel fiscal de la communauté n'est pas réduit lorsque celle-ci opte pour la fiscalité professionnelle unique, en ce qui concerne le calcul de la dotation d'intercommunalité de la 1^{ère} année.

**LES MODALITES D'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES FISCALES
PERÇUES DE DROIT PAR UN EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE**

[article 1609 *nonies* C du CGI]

LA SUBSTITUTION DE DROIT A LEURS COMMUNES MEMBRES POUR LA CFE, LA CVAE, ET L'ENSEMBLE DES IFER

- **[I.]** Les **EPCI** mentionnés au **[I.]** de l'article **1379-0 bis** (*ceux levant la fiscalité professionnelle unique*) sont **substitués** aux **communes membres** :
 - pour l'application des **dispositions** relatives à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**,
 - et pour la **perception** du **produit** de ces **taxes**.
- **[I bis.]** Ils sont également **substitués** aux **communes membres** pour la **perception** :
 - **[I bis.1.]** du **produit** des composantes de l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)** relatives aux :
 - **[a.]** aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** (*éoliennes terrestres*) et aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique** (*hydroliennes*) situées dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale**, prévue à l'**article 1519 D**,
 - **[b.]** aux **installations de production d'électricité d'origine nucléaire** ou **thermique à flamme**, prévue à l'**article 1519 E**,
 - **[c.]** aux **centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque** ou **hydraulique**, prévue à l'**article 1519 F**,
 - **[d.]** aux **transformateurs électriques**, prévue à l'**article 1519 G**,
 - **[e.]** aux **stations radioélectriques** (*antennes-relais et antennes de radiodiffusion ou de télédiffusion*), prévue à l'**article 1519 H**,
 - **[f.]** aux **installations de gaz naturel liquéfié**, aux **stockages souterrains de gaz naturel**, aux **canalisations de transport de gaz naturel**, aux **stations de compression du réseau de transport de gaz naturel** et aux **canalisations de transport d'autres hydrocarbures** prévue à l'**article 1519 HA**,
 - **[I bis.2.]** du **produit** de la **taxe additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non-bâties**, prévue à l'**article 1519 I**.

L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE MIXTE

- **[II.]** Le **conseil des EPCI** percevant la **CFE** et la **CVAE** uniques **vote** les taux de la **taxe d'habitation** et des **taxes foncières** dans les conditions prévues à l'**article 1636 B *decies***.

☞ Cette rédaction instaure une fiscalité mixte de droit pour les EPCI levant antérieurement la TPU.

**LA FIXATION DES TAUX DES IMPOTS MENAGES,
LA PREMIERE ANNEE D'APPLICATION DE LA FISCALITE MIXTE ET LES ANNEES SUIVANTES**

DEL ▪ La **1^{ère} année d'application** de l'article **1609 *nonies* C**, ainsi que l'**année qui suit** celle au titre de laquelle l'EPCI a voté un **taux égal à zéro** pour ces **3 taxes**, les **rappports** entre les **taux** de la **TH** et des **TF** votés par le conseil de l'EPCI sont **égaux** aux **rappports constatés l'année précédente** entre les **taux moyens pondérés** de chaque **taxe** dans l'**ensemble des communes membres**.

- **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle** l'**année précédant** celle de l'**application** de ces **dispositions**, les **rappports** entre les **taux** de la **TH** et des **TF** établis par l'EPCI **peuvent être égaux** aux **rappports** entre les **taux** de **TH** et de **TF** votés par lui l'**année précédente**.

☞ Dans le cas où une communauté à fiscalité additionnelle décide d'appliquer la fiscalité professionnelle unique, elle peut opter pour fixer les 3 taux ménages de sa fiscalité mixte selon les mêmes rapports que ceux constatés l'année précédente pour ses 3 taux de fiscalité additionnelle (TH et TF).

- Les **années suivantes**, le **taux** de la **TFNB** ne peut **pas augmenter plus** (ou **diminuer moins**) que le **taux** de la **TH** jusqu'à la date de la **prochaine révision**.

LA FIXATION DU TAUX DE LA CFE UNIQUE LA PREMIERE ANNEE D'APPLICATION

- **[III.1.a.]** Le **taux** de la **CFE** est **voté** par le **conseil** mentionné au **[II.]** dans les **limites** fixées à l'**article 1636 B *decies***.

La prise en compte du taux du moyen de CFE, majoré du taux additionnel de CFE

- La 1^{ère} année d'application du présent **article 1609 nonies C**, le **taux de CFE voté** par le conseil de l'EPCI ne peut **pas excéder le taux moyen pondéré (TMP)** de la CFE des communes membres constaté l'année précédente.
- **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle** l'année précédant celle de l'application de ces dispositions, le **TMP** ci-dessus est **majoré du taux (additionnel)** de la CFE perçue l'année précédente par cet EPCI.
- Les deux alinéas ci-dessus s'appliquent également la 1^{ère} année de perception de la CFE par un EPCI faisant application des régimes déterminés à l'article 1609 **quinquies C** (EPCI levant la **fiscalité professionnelle de zone**).

Le rapprochement progressif des taux de CFE

- **[III.1°b.]** Le **taux de CFE** applicable dans chaque commune membre est **rapproché** du **taux de l'EPCI**, jusqu'à l'application d'un **taux unique**, l'écart étant **réduit chaque année par parts égales**, dans des proportions dépendant du **rapport** observé, l'année précédant la 1^{ère} année d'application de la CFE unique, entre :
 - le **taux de la commune la moins taxée**,
 - et le **taux de la commune la plus taxée**.
- Lorsque ce **rapport** est **supérieur à 90 %** (« et inférieur à 100 % »...), le **taux de l'EPCI** s'applique **dès la 1^{ère} année**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 80 %** et inférieur à 90 %, l'écart est :

- **réduit de moitié** la 1^{ère} année,
- et **supprimé** la 2^{de} année.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 70 %** et inférieur à 80 %, la **réduction** s'opère par **tiers**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 60 %** et inférieur à 70 %, la **réduction** s'opère par **quart**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 50 %** et inférieur à 60 %, la **réduction** s'opère par **cinquième**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 40 %** et inférieur à 50 %, la **réduction** s'opère par **sixième**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 30 %** et inférieur à 40 %, la **réduction** s'opère par **septième**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 20 %** et inférieur à 30 %, la **réduction** s'opère par **huitième**.

Lorsque le **rapport** est **supérieur à 10 %** et inférieur à 20 %, la **réduction** s'opère par **neuvième**.

Lorsque le **rapport** est **inférieur à 10 %**, la **réduction** s'opère par **dixième**.

rapport, observé l'année précédant l'application de la CFE, entre : - le taux de la commune la moins taxée - et le taux de la commune la plus taxée	durée d'uniformisation	fraction appliquée pour la réduction de l'écart
- compris entre 90 % et 100 %	immédiate	-
- compris entre 80 % et 90 %	2 ans	moitié
- compris entre 70 % et 80 %	3 ans	tiers
- compris entre 60 % et 70 %	4 ans	quart
- compris entre 50 % et 60 %	5 ans	cinquième
- compris entre 40 % et 50 %	6 ans	sixième
- compris entre 30 % et 40 %	7 ans	septième
- compris entre 20 % et 30 %	8 ans	huitième
- compris entre 10 % et 20 %	9 ans	neuvième
- inférieur à 10 %	10 ans	dixième

La possibilité de modifier la période de réduction des écarts de taux

DEL ▪ **[III.1°c.]** Le conseil de l'EPCI mentionné au **[II.]** peut, par une **délibération** adoptée à la **majorité simple** de ses membres, **modifier la durée de la période de réduction des écarts** résultant du **[III. 1° b.]** ci-dessus, **sans** que cette **durée** puisse **excéder 12 ans**.

- La **délibération** doit intervenir dans les **conditions** prévues à l'article 1639 **A** (*avant le 1^{er} octobre*), au cours des **2 premières années** d'application du **[I.]** du présent article.

- Cette **délibération** ne peut **pas** être **modifiée ultérieurement**, sauf en cas de **retrait d'une ou plusieurs communes**, en application des **articles** suivants du **CGCT** :
 - **L. 5211-41-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'un EPCI se transformant en CA ou CU et s'étendant, nécessaire à leur développement ou à leur évolution en pôle urbain - CA - ou en métropole régionale - CU -*),
 - **L. 5215-40-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CU, nécessaire à son évolution en métropole régionale*),
 - et **L. 5216-10** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CA, nécessaire à son développement*).
- Pour l'**application** de cette **disposition**, la **réduction des écarts de taux** s'opère, **chaque année**, par **parts égales**.

Dans le cas où le dispositif de **réduction des écarts** de taux est déjà **en cours**, l'**écart** est **réduit chaque année**, par **parts égales**, en proportion du **nombre d'années restant à courir** conformément à la **durée** fixée par la **délibération**.

La prise en compte du taux de CFE applicable antérieurement dans chaque zone d'activité économique

- **[III.1°d.]** Lorsqu'un **EPCI** faisant **application** du **[I.]** de l'article **1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone)** opte pour le **régime** prévu au présent article ou devient **soumis** à ce **régime**, le **taux constaté** dans une **commune** l'**année précédente** est le **taux appliqué** en dehors des **zones d'activités économiques existant** sur son territoire **antérieurement** au **changement de régime**.

Le **taux constaté l'année précédente** dans **chaque zone** (ou **fraction de zone** si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes) est alors **assimilé** à celui d'une **commune membre supplémentaire** pour l'**application** du présent **[III.]**.

Ce **dispositif** est **applicable** dans les **mêmes conditions** lorsque l'**EPCI** fait **application** du **[II.]** de l'article **1609 quinquies C (fiscalité professionnelle de zone)**.

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1638 QUATER EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE

- **[III.2°]** En cas de **rattachement** d'une **commune** à un **EPCI** levant la **fiscalité professionnelle unique**, les dispositions des **[I., II., II bis et VI]** de l'article **1638 quater** sont **applicables**.

LA COMMISSION LOCALE CHARGÉE D'ÉVALUER LES TRANSFERTS DE CHARGES (CLET)

La création et le fonctionnement de la CLET

- **[IV.]** Il est **créé** entre l'**EPCI** soumis aux dispositions fiscales du **[I.]** du présent article, à l'**exclusion** de ceux mentionnés au **[I.5°]** de l'article **1379-0 bis (les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle)**, et les **communes membres** une **commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges**.

DEL Cette **commission** est **créée** par l'**organe délibérant** de l'**EPCI**, qui en détermine la **composition** à la **majorité des deux tiers**.

Elle est **composée** de **membres** des **conseils municipaux des communes concernées**.

Chaque **conseil municipal** dispose d'**au moins un représentant**.

- La **commission** élit son **président** et un **vice-président** parmi ses membres. Le **président** :
 - **convoque** la **commission**,
 - **détermine** son **ordre du jour**,
 - en **préside** les **séances**.

En cas d'**absence** ou d'**empêchement**, il est **remplacé** par le **vice-président**.

- La **commission** **peut faire appel**, pour l'exercice de sa mission, à des **experts**. Elle rend ses **conclusions** :
 - l'**année de l'adoption** de la **CFE unique** par l'**EPCI**,
 - et lors de **chaque transfert de charges ultérieur**.

Les dépenses prises en compte pour l'évaluation des charges transférées

- Les **dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement**, sont **évaluées** :
 - d'après leur **coût réel** dans les **budgets communaux** lors de l'**exercice précédant le transfert de compétences**,
 - ou d'après leur **coût réel** dans les **comptes administratifs** des **exercices précédant ce transfert**.

Dans ce dernier cas, la **période de référence** est **déterminée** par la **commission**.

▪ Le **coût des dépenses liées à des équipements** concernant les compétences transférées est **calculé** sur la **base d'un coût moyen annualisé**. Ce coût intègre :

- le **coût de réalisation ou d'acquisition** de l'équipement,
- ou, en tant que de besoin, son **coût de renouvellement**.

Il intègre également les **charges financières** et les **dépenses d'entretien**.

L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une **durée normale d'utilisation** et ramené à une seule année.

▪ Le **coût des dépenses transférées** est réduit, le cas échéant, des **ressources afférentes** à ces charges.

DEL ▪ Cette **évaluation** est **déterminée à la date** de leur **transfert par délibérations concordantes** de la **majorité qualifiée** des **conseils municipaux** prévue au **1^{er} alinéa** du [II.] de l'article L.5211-5 du CGCT, **adoptées sur rapport** de la **commission locale d'évaluation (CLET)**.

▪ Lorsqu'il est fait **application** à un **EPCI** des **dispositions** du **présent article**, la **CLET** doit rendre ses **conclusions** :

- sur le **montant des charges** qui étaient **déjà transférées** à l'EPCI,
- et sur le **montant** de la **fiscalité** ou des **contributions des communes** qui étaient **perçues pour les financer**.

LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION APPLICABLES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2010

Les modalités d'application de droit de l'attribution de compensation

▪ [V.1°] L'EPCI verse à **chaque commune membre** une **attribution de compensation**. Elle ne peut pas être **indexée**.

▪ Lorsque l'**attribution de compensation** est **négative**, l'EPCI peut demander à la **commune** d'**effectuer à due concurrence** un **versement à son profit**.

▪ Les **attributions de compensation** fixées conformément aux [2°], ~~[3°]~~, [4°], [5°] ci-dessous ou, le cas échéant, au [1° bis.] constituent une **dépense obligatoire** pour l'EPCI ou, le cas échéant, les **communes membres**.

Le **conseil de l'EPCI** **communique** aux **communes membres**, **avant le 15 février** de chaque année, le **montant prévisionnel** des **attributions** au titre de ces reversements.

Les conditions d'une éventuelle réduction des attributions de compensation

DEL ▪ Le **conseil de l'EPCI** ne peut **procéder** à une **réduction** des **attributions de compensation** qu'**après accord** des **conseils municipaux** des **communes intéressées**.

▪ Toutefois, dans le cas où une **diminution** des **bases imposables** réduit le **produit global disponible** des **impositions** mentionnées au **1^{er} alinéa** du [2°], l'**organe délibérant** de l'EPCI peut **décider** de **réduire** les **attributions de compensation** ~~dans la même proportion~~.

La possibilité d'une fixation libre de l'attribution de compensation, par décision du conseil communautaire statuant à l'unanimité

DEL ▪ [V.1° bis.] Le **montant** de l'**attribution de compensation** et les **conditions** de sa **révision** peuvent être **fixés librement** par le **conseil communautaire** statuant à l'**unanimité**, en tenant compte du **rapport** de la **commission locale d'évaluation des transferts de charges**.

▪ **A défaut d'accord unanime**, le **montant** de l'**attribution** est **fixé** dans les **conditions** figurant aux [2°], ~~[3°]~~, [4°] et [5°] du présent [V.] (*ci-dessous*).

Les modalités de calcul de l'attribution de compensation lors de la création d'un EPCI levant la FP unique

▪ [V.2°] L'**attribution de compensation** est égale :

- à la **somme des produits** mentionnés aux [I.] et [I bis.] et du **produit** de la **taxe sur les surfaces commerciales** (prévue à l'**article 3** de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés), **perçus** par la **commune l'année précédant** celle de la **première application** du **présent article**,
- **diminuée** du **coût net** des **charges transférées** calculé dans les **conditions** définies au [IV.].

- L'**attribution de compensation** est majorée du **montant perçu** par la **commune la même année** :
 - d'une part, au titre de la **part de la dotation forfaitaire** (prévue à l'**article L. 2334-7** du CGCT) correspondant au **montant antérieurement versé** en application du **[D. I.] de l'article 44** de la **loi de finances pour 1999** (*dotation compensation de l'ex-part salaires de la TP*),
 - et, d'autre part, au titre du **montant des compensations, hors** celui de la **compensation** prévue au **[IV bis.] de l'article 6** de la **loi de finances pour 1987** (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), **allouées** en application :
 - du **[B.] de l'article 26** de la **loi de finances pour 2003** (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002),
 - de l'**article 53** de la **loi de finances pour 2004** (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), sous réserve d'une **délibération** du conseil de l'EPCI statuant à l'unanimité,
 - et, le cas échéant, du **[B.] de l'article 4** de la **loi n° 96-987 du 14 novembre 1996** relative à la mise en œuvre du **pacte de relance pour la ville** ou du **[B.] de l'article 3** de la **loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996** relative à la **zone franche de Corse**.
- L'**attribution de compensation** est **minorée**, le cas échéant, du **montant des reversements**, autorisés par l'**article 11** de la **loi n° 80-10 du 10 janvier 1980** portant aménagement de la fiscalité directe locale, **perçus** au profit de l'EPCI l'année **précédant** celle de la **première application** de ces **dispositions**.
- L'**attribution de compensation** est également **majorée** d'une **fraction** de la **contribution** d'une **commune** définie à l'**article L. 302-8** du **code de la construction et de l'habitation**, à condition que l'EPCI ait, dans les **conditions** prévues à l'**article L. 302-7** du même code, **perçu** le **prélèvement** visé à cet article et que cette **fraction** soit **affectée** à la **réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux**.

Cette **fraction** est égale à la **part du potentiel fiscal** de la **CFE** dans le **potentiel fiscal de la commune**.

- L'**attribution de compensation** est majorée le cas échéant du **produit** :
 - de la **réduction de taux de taxe d'habitation** prévue au **[VII.] de l'article 1638 quater**,
 - par les **bases de taxe d'habitation** de la **commune** l'année **précédant** celle de son **rattachement** à l'EPCI.
- Toutefois, lorsqu'une **commune cesse d'appartenir** à un **EPCI** faisant application du **régime fiscal** du présent article (*fiscalité professionnelle unique*) pour **adhérer** à un **autre EPCI** faisant application du **même régime fiscal**, le **produit** de la **CFE** est **majoré** du **montant perçu**, l'année de cette **modification**, par l'EPCI auquel elle a **cessé d'appartenir**, au titre de la **part de la dotation de compensation** prévue à l'**article L. 5211-28-1** du CGCT correspondant au **montant antérieurement versé** en application du **[II. D] de l'article 44** de la **LF 1999** précitée.

L'organe délibérant de l'EPCI **transmet** chaque année au **représentant de l'État** dans le département un **rapport** sur l'**application** de la **2^{ème} phrase** du **1^{er} alinéa**.

- **[V.3°]** *Les dispositions du [V. 3°], relatives aux modalités de calcul de l'attribution de compensation lors du passage en fiscalité professionnelle unique d'un EPCI levant la fiscalité additionnelle, ont été abrogées.*

Les modalités de calcul de l'attribution de compensation lors de la transformation d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération

- **[V.4°]** Lorsqu'il est fait **application** des **dispositions** du **présent article** à une **communauté d'agglomération** issue de la **transformation** d'un **syndicat d'agglomération nouvelle** ou d'une **communauté d'agglomération nouvelle**, l'**attribution de compensation** versée chaque année aux communes membres est **égale** à la **dotation de coopération** définie à l'**article L.5334-8** du **CGCT** perçue l'année **précédant** celle de la **première application** de ces **dispositions**.

- Cette **attribution** est **recalculée** dans les **conditions** prévues au **[IV.]** lors de **chaque nouveau transfert de charges**.

Elle ne peut **pas** être **indexée**.

Les modalités de calcul de l'attribution en cas de fusion de communautés

- **[V. 5°]** Lorsque, en **application** de l'**article 1638-0 bis**, il est fait **application** du **présent article** à un **EPCI** issu d'une **fusion** réalisée dans les conditions prévues par l'**article L. 5211-41-3** du **CGCT**, l'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **EPCI** soumis au présent article est **égale** à celle que lui **versait** cet **EPCI** avant la **fusion**.

DEL Cette disposition s'applique **sauf accord** adopté à la **majorité qualifiée** des 3/5^{ème} par les **communautés d'agglomération mères**, et **approuvé par l'Etat** sur un **protocole financier général, harmonisant** :

- les **attributions de compensation** et les **relations financières** entre la communauté fusionnée et les communes,
- les **conditions de reprise des dettes** des communautés mères,
- les **formules d'amortissement des investissements**,
- et les **procédures comptables**.

☞ Cette nouvelle disposition, issue d'un sous-amendement sénatorial (n° 325) modifie le [V. 5°] de l'article 1609 nonies C, car il a été considéré que celui-ci pouvait conduire à un déséquilibre au profit ou au détriment des communes membres d'un ou des deux EPCI fusionnés.

Il est ainsi paru nécessaire de permettre aux communautés d'agglomération « mères » de « se doter d'un référentiel commun qui, s'il est adopté à la majorité qualifiée par chacun des conseils de communautés, permette de fonder la fusion sur des bases financièrement saines et acceptées par tous. Cette possibilité revêt une importance particulière pour les communautés qui fusionneront au 1^{er} janvier 2010 ».

Les dispositions initiales de l'article 1609 nonies C relatives à l'attribution de compensation ne s'appliqueraient donc plus « a minima » que lorsque les communes n'ont pas pu s'accorder sur un protocole global.

Lorsque la **fusion** s'accompagne d'un **transfert** ou d'une **restitution de compétences**, cette **attribution de compensation** est respectivement **diminuée** ou **majorée** du **montant net des charges transférées** calculé dans les **conditions** définies au [IV.] ci-dessus.

DEL A titre **dérogatoire**, les **EPCI** issus d'une **fusion** ou d'une **modification de périmètre** au **1^{er} janvier 2010** et les **conseils municipaux** de leurs **communes membres** peuvent, par **délibérations concordantes** prises à la **majorité qualifiée** (prévue au **1^{er} alinéa** du [II.] de l'article L. 5211-5 du CGCT), procéder, dans les **5 ans** qui suivent la **publication** de la **loi de finances pour 2010 (soit jusqu'à fin 2014)**, à la **révision** du montant de l'**attribution de compensation**.

- L'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **EPCI** ne faisant **pas application** des **dispositions** du **présent article** (*relatif à la **fiscalité professionnelle unique***), est calculée conformément au [V.2°].

Lorsque la **fusion** s'accompagne d'un **transfert** ou d'une **restitution de compétences**, cette **attribution de compensation** est respectivement **diminuée** ou **majorée** du **montant net des charges transférées**, calculé dans les **conditions** définies au [IV.].

- L'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **syndicat d'agglomération nouvelle** ou d'une **communauté d'agglomération nouvelle** est **égale** à la **dotation de coopération** (définie à l'article L. 5334-8 du CGCT) **perçue** l'**année de la fusion**.

Lorsque la **fusion** s'accompagne d'un **transfert** ou d'une **restitution de compétences**, l'**attribution de compensation** est respectivement **diminuée** ou **majorée** du **montant net des charges transférées** (calculé dans les **conditions** définies au [IV.]).

- L'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **EPCI sans fiscalité propre** (*syndicats*) est calculée dans les **conditions** prévues au [V. 2°].
- L'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** incluses dans le périmètre de l'**EPCI issu de la fusion** en vue de délimiter un **territoire d'un seul tenant et sans enclave** est calculée dans les **conditions** prévues au [V. 2°].
- Cette **attribution de compensation** est **recalculée** dans les **conditions** prévues au [IV.] lors de **chaque nouveau transfert de charges**.

Elle ne peut **pas** être **indexée**.

☞ Le [V. 6°], relatif à la faculté, dans les 3 ans suivant l'année de renouvellement général des conseils municipaux, de fixer librement le montant de l'attribution de compensation et sa suspension à compter du 1^{er} janvier 2011, a été abrogé LF 2011.

DEL **La possibilité de procéder, par délibérations concordantes, à la révision,, dans les mêmes proportions, du montant de l'attribution de compensation de toutes les communes membres**

- [V.7°] À titre **dérogatoire**, les **EPCI soumis au 1^{er} janvier 2010** au **présent article** dans sa **rédaction** en vigueur à **cette date** et les **conseils municipaux** de leurs **communes membres** peuvent **procéder**, par **délibérations concordantes** prises à la **majorité qualifiée** prévue au **1^{er} alinéa** du [II.] de l'article L. 5211-5 du CGCT, à la **révision** dans les **mêmes proportions** du montant de l'**attribution de compensation** de l'**ensemble des communes membres**.

DEL

La possibilité de procéder, par délibérations concordantes, à la révision, dans la limite de 5 %, de l'AC des communes dont le potentiel financier est supérieur de + de 20 % à la moyenne des communes membres

- Cette **révision dérogatoire**, dans les **conditions** définies à l'**alinéa précédent**, peut **réduire les attributions de compensation d'une partie des communes membres** lorsque les **communes concernées** disposent d'un **potentiel financier supérieur de plus de 20 % au potentiel financier moyen des communes du groupement**.

Cette **réduction** de leurs attributions de compensation ne peut **pas excéder 5 %** de leur montant.

Le maintien de l'attribution versée en 2010 pour les EPCI à FPU existants

- **[V bis.1.]** Pour les **EPCI** qui faisaient **application au 31 décembre 2010** du **présent article** dans sa **rédaction en vigueur à cette date**, l'**attribution de compensation versée chaque année aux communes** qui en étaient **membres à cette même date** est **égale à celle qui leur était versée en 2010**, **sans préjudice des dispositions prévues au [V.]** relatives à l'**évolution de leur montant**.

Le calcul de l'attribution de compensation, à partir de la compensation relais des communes membres, pour les EPCI levant la CFE unique pour la 1^{ère} fois en 2011

- **[V bis. 2.]** Pour les **EPCI**, à l'**exception de ceux** mentionnés au **[I. 5°]** de l'**article 1379-0 bis (communautés et syndicats d'agglomération nouvelle)**, qui font **application pour la 1^{er} fois en 2011** du **présent article**, le **montant de la compensation relais perçue en 2010** par la **commune**, conformément au **[II.] de l'article 1640 B**, est **substitué aux produits** mentionnés au **1^{er} alinéa** du **[V. 2°]** pour le **calcul de l'attribution de compensation**.

LA POSSIBILITE D'INSTITUER UNE DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE (Y COMPRIS EN LEVANT UNE FISCALITE MIXTE)

Les modalités de répartition de la DSC par un EPCI autre qu'une communauté urbaine ou qu'un SAN

- **[VI.]** L'**EPCI**, **autre qu'une communauté urbaine** ou qu'une **communauté** ou un **syndicat d'agglomération nouvelle**, soumis aux dispositions du **[I.]** peut **instituer au bénéfice de ses communes membres** et, le cas échéant, d'**EPCI à fiscalité propre limitrophes** une **dotation de solidarité communautaire**, dont le **principe et les critères de répartition** sont **fixés par le conseil communautaire** statuant à la **majorité des deux tiers**.

DEL Le **montant** de cette dotation est **fixé librement** par le **conseil de l'EPCI**. Elle est **répartie** :

- en tenant compte **prioritairement** de l'**importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant**,
- les **autres critères** étant **fixés librement** par le **conseil**.

☞ La **disposition qui prévoyait que cette dotation ne pouvait pas être augmentée si l'EPCI percevait la fiscalité mixte** est **supprimée**. Il en est de même :

- pour la **disposition qui prévoyait l'impossibilité, pour un EPCI (autre qu'une communauté urbaine) créé sans être issu d'une transformation et soumis dès la 1^{ère} année à la fiscalité mixte, d'instituer une dotation de solidarité communautaire (sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité antérieurs)**,
- pour la **disposition qui prévoyait l'impossibilité, pour un EPCI à fiscalité additionnelle qui se transforme en EPCI levant la TP unique (à l'exclusion d'une communauté urbaine) et fait application dès la 1^{ère} année de la fiscalité mixte, d'instituer une dotation de solidarité communautaire supérieure au montant de celle qu'il avait établi avant sa transformation**.

Lorsqu'une **zone d'activités économiques d'intérêt départemental** est située en tout ou partie sur le **territoire** de l'**EPCI**, celui-ci peut **étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire** aux **EPCI à fiscalité propre** constituant un **ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe** de son territoire.

Les modalités de répartition de la DSC par une communauté urbaine

DEL ▪ Lorsqu'il s'agit d'une **communauté urbaine**, elle institue une **dotation de solidarité communautaire** dont le **montant et les critères de répartition** sont **fixés par le conseil communautaire**, statuant à la **majorité simple**.

- Ces **critères** sont déterminés **notamment en fonction** :
 - **[a]** de l'**écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'EPCI**,
 - **[b]** de l'**insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune**, au regard du **potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI**.
- Des **critères complémentaires** peuvent être **choisis** par le **conseil**.

La prise en compte, pour le calcul de la compensation des exonérations de TH, du taux voté en 1991 par l'EPCI

- DEL ■ [VII.] Pour les communes membres d'un EPCI soumis aux dispositions du présent article, à l'exclusion des communautés et syndicats d'agglomération nouvelle, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation visée au [II.] de l'article 21 de la LF 1992 est majoré, le cas échéant, du taux voté en 1991 par l'EPCI précité.

Le maintien de la DCTP aux communes membres d'un EPCI levant la TPU

- [VIII.1°] Les sommes versées aux communes en application du [IV.] de l'article 6 de la LF 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) leur restent acquises lorsqu'elles deviennent membres d'un EPCI soumis aux dispositions du présent article.

☞ Il s'agit des différentes parts de la dotation de compensation de la taxe professionnelle « historique ».

LA REVISION POSSIBLE, PENDANT 5 ANS, DE LA DOTATION DE COOPERATION VERSEE PAR LES SAN

- DEL ■ A titre dérogatoire, les syndicats d'agglomération nouvelle et les conseils municipaux de leurs communes membres peuvent, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au 1^{er} alinéa du [II.] de l'article L.5211-5 du CGCT, procéder dans les 5 ans qui suivent la promulgation de la présente loi à la révision du montant de la dotation de coopération.

LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FPU
AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITE

- L'article 1609 *nonies C* du CGI dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011 (fiscalité professionnelle unique) est applicable aux communautés de communes ayant, avant le 31 décembre 2010, opté, en application du [III.] de l'article 1609 *quinquies C* du même code dans sa rédaction en vigueur jusqu'à cette date, pour l'application de l'article 1609 *nonies C* du même code (TP unique).

En vertu de la nouvelle rédaction de l'article 1609 *nonies C*, et notamment de la suppression du [V-3°], un EPCI levant la fiscalité additionnelle en 2010 et ayant opté, avant le 31 décembre 2010, pour la fiscalité professionnelle unique :

- conserve le produit de la fiscalité additionnelle sur les ménages qu'il a perçu en 2010,
- bénéficie intégralement du transfert de la part départementale de TH et de la taxe additionnelle à la TFNB,
- se substitue aux communes membres pour la perception des CET, CVAE, IFER et TasCom.

Si l'EPCI et les communes membres s'étaient accordés sur la rétrocession de tout ou partie de la fiscalité ménages, au travers de l'attribution de compensation, et s'ils souhaitent s'en tenir à cet accord, il conviendra, de statuer, à l'unanimité du conseil communautaire, en vue de fixer de façon dérogatoire le montant de l'attribution de compensation (en vertu du V. 1 bis).

LES RESSOURCES FISCALES AFFECTEES AUX DEPARTEMENTS

[article 1586 du CGI]

LES RECETTES FISCALES PERÇUES DE DROIT

- [I.] Les départements perçoivent :
- [I.1°] la taxe foncière sur les propriétés bâties prévue aux articles 1380 et 1381,
☞ Le taux voté ne peut pas excéder 2,5 fois le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national.
 - [I.2°] la redevance des mines prévue à l'article 1587,
 - [I.3°] la part de la fraction de la composante de l'IFER « éoliennes terrestres » et « hydroliennes », prévue à l'article 1519 D, qui n'est pas affectée à une commune ou à un EPCI.
 - [I.4°] la moitié des composantes de l'IFER :
 - sur les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme (prévue à l'article 1519 E)
 - et sur les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique (prévue à l'article 1519 F).
 - [I.5°] le tiers de la composante de l'IFER relative aux stations radioélectriques (« antennes-relais » et « antennes de radiodiffusion ou de télédiffusion »), dans les conditions prévues à l'article 1519 H,
 - [I.5° bis.] la fraction de la composante de l'IFER relative aux stockages souterrains de gaz naturel, prévue à l'article 1519 HA, qui n'est pas affectée à une commune ou à un EPCI à fiscalité propre, et la moitié de la composante de l'IFER relative aux canalisations de transport de gaz naturel et d'autres hydrocarbures,

- [I.6°] une **fraction** égale à **48,5 %** de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**, prévue à l'**article 1586 ter**, due au titre de la **valeur ajoutée imposée dans chaque commune** de son territoire, en application de l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,7275 %** de la **valeur ajoutée**).

L'INSTITUTION POSSIBLE DE LA TAXE POUR LE FINANCEMENT DES CAUE

- [II.] Les **départements** peuvent instituer la **taxe** pour le **financement** des dépenses de **conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)** prévue à l'**article 1599 B**.

LES RESSOURCES FISCALES AFFECTÉES AUX RÉGIONS

[article 1599 bis du CGI]

- [I.] Les **régions** et la collectivité territoriale de **Corse** perçoivent :
 - [I. 1°] la composante de l'**IFER** relative au **matériel roulant** utilisé sur le **réseau ferré national** pour des opérations de **transport de voyageurs** prévue à l'**article 1599 quater A**,
 - ☛ *Les modalités de répartition de l'IFER de transport « matériel roulant de voyageurs » sont précisées dans le volet 3.*
 - [I. 2°] la composante de l'**IFER** relative aux **répartiteurs principaux** (téléphoniques) **de la boucle locale cuivre et aux équipements de commutation** prévue à l'**article 1599 quater B**,
 - [I. 3°] une **fraction** égale à **25 %** de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** prévue à l'**article 1586 ter**, due au titre de la **valeur ajoutée imposée dans chaque commune** de son territoire, en application de l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,375 %** de la **valeur ajoutée**).